



Élus ruraux et agents veulent un moratoire sur les suppressions de postes

25 septembre 2015



Délais à rallonge

Jusqu'à la mi-2013, les agents des impôts avaient pour consigne de répondre sous 48 heures aux sollicitations envoyées par mail par les usagers. Mais en raison de la faiblesse des effectifs, la direction des services fiscaux a rallongé à cinq jours ce délai de réponse aux mails. Selon un agent, ce délai prolongé n'est rien face au nombre croissant d'appels téléphoniques qui restent sans réponse en raison des boîtes vocales systématiquement saturées.

Si l'administration des finances reste sourde aux revendications des agents et des élus ruraux, la trésorerie de L'isle-en-Dodon fermera au 1er janvier 2016, et le service du recouvrement de l'impôt de la trésorerie de Castanet sera transféré à l'hôtel des finances de Ranguueil. **Pour s'opposer à cette restructuration payée au prix fort par les zones rurales, les représentants des agents ont refusé de siéger dernièrement au comité technique local (CTL) au cours duquel ces questions devaient être abordées.** En lieu et place du CTL une centaine de fonctionnaires des impôts et quelques élus ruraux se sont rassemblés devant la direction régionale des finances publiques de la Haute-Garonne pour demander un moratoire sur les suppressions de trésoreries programmées dans le cadre de l'application de la démarche stratégique, le plan national de restructuration de l'administration des finances. Les manifestants demandaient également la fin des suppressions de postes après les 30 fermetures de 2014 et les 25 de 2015. Ils dénonçaient enfin la politique «des chaises vides» qui consiste à ne pas pourvoir une cinquantaine de postes dans la Haute-Garonne. **Les agents étaient soutenus par plusieurs élus locaux qui, comme le conseiller départemental de Castanet Bernard Bagneris et Marie-José Baures adjointe au maire de Lisle-en-Dodon, ont choisi «d'encourager la mobilisation» des agents.** Invité à s'exprimer devant les manifestants dans le hall de la direction régionale des finances, **le directeur régional a refusé de prendre la parole en présence de la presse.**

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr